

**REGLEMENT INTERIEUR  
DES COMMISSIONS D'ATTRIBUTION  
DES LOGEMENTS**

## **Préambule :**

Conformément à l'article R.441-9 du Code de la construction et de l'habitation, il appartient au Conseil de Surveillance d'établir le règlement intérieur des commissions d'attribution des logements, qui fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de ces commissions et précise, notamment les règles de quorum qui régissent leurs délibérations.

## **Article 1 : Création - compétence territoriale**

En application des dispositions des articles L. 441-2 et suivants et R. 441-9 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, le Conseil de Surveillance de la SA d'HLM PICARDIE HABITAT, lors de sa réunion du 8 avril 1993, a créé trois commissions d'attribution chargées d'attribuer nominativement les logements locatifs de la société.

Dans la mesure où la compétence territoriale de la société s'étend sur l'ensemble du département de l'Oise et dans un souci de réactivité concernant les attributions qui seront appelées à être prononcées, au fil de la constitution progressive du patrimoine locatif de la société, le Conseil de Surveillance a décidé de constituer trois commissions d'attribution de logements à la compétence géographique distincte :

- Une commission pour l'attribution du patrimoine locatif de l'agence de COMPIEGNE
- Une commission pour l'attribution du patrimoine locatif de l'agence de BEAUVAIS
- Une commission pour l'attribution du patrimoine locatif de l'agence de CREIL

## **Article 2 : Objet**

Les commissions d'attribution des logements ont pour objet d'attribuer souverainement les logements, appartenant à la société, ayant bénéficié de l'aide de l'Etat ou ouvrant droit à l'Aide Personnalisée au Logement.

Les commissions exercent leur mission d'attribution des logements locatifs conformément aux orientations définies par le Conseil de Surveillance.

## **Article 3 : Composition**

Les Commissions d'attribution des logements sont composées respectivement ainsi :

### **1) Les membres de droit avec voix délibérative :**

- Six membres sont désignés librement par le Conseil de Surveillance dont un représentant des locataires.  
Ces membres ne sont pas nécessairement membres du Conseil de Surveillance. Le membre représentant des locataires doit satisfaire aux conditions d'éligibilité exigées pour siéger au sein du Conseil de Surveillance.  
Chaque membre peut être remplacé par un suppléant dont les conditions de nomination et de révocation sont identiques à celles du membre qu'il remplace.

- Le Maire de la commune (ou son représentant) où sont situés les logements à attribuer. Il dispose d'une voix délibérative prépondérante en cas de partage égal des voix pour l'attribution de ces logements.
- S'il y a lieu, pour l'attribution des logements faisant l'objet d'un mandat de gérance conclu en application de l'article L. 442-9 CCH et comprenant l'attribution des logements, du président de la commission d'attribution de l'organisme mandant ou son représentant, avec voix délibérative.

## 2) Les membres de droit avec voix consultative :

- Un représentant des organismes bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique prévue à l'article L. 365-3 CCH, désigné dans les conditions prévues par l'article R.441-9-1 CCH.

Ce représentant est désigné par les organismes bénéficiant, dans le département de l'Oise, de cet agrément, lorsque celui-ci inclut la participation aux commissions d'attribution.

A défaut d'accord entre les organismes agréés pour désigner un représentant, celui-ci est désigné par le préfet parmi les personnes proposées par ces organismes. Le mandat de ce représentant ne peut excéder une durée de cinq ans renouvelable.

- Les Présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat, pour l'attribution des logements situés sur le territoire relevant de leur compétence, ou leurs représentants.

Le Président des commissions peut appeler à siéger, à titre consultatif, un représentant des centres communaux d'action sociale ou un représentant du service chargé de l'action sanitaire et sociale du département du lieu d'implantation des logements.

Le préfet du département de l'Oise, ou l'un de ses représentants, assiste, sur sa demande, à toute réunion des commissions. Le préfet est destinataire de la convocation à toute réunion des commissions d'attribution, de son ordre du jour et du procès-verbal des décisions prises lors de la réunion précédente.

### **Article 4 : Durée**

La durée de chaque Commission n'est pas limitée.

La durée du mandat des membres est de 4 ans renouvelable.

Un membre des commissions qui est également salarié de la Société Anonyme, perd de plein droit sa qualité de membre au jour de la perte de sa qualité de salarié.

Les membres désignés par le Conseil de Surveillance peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil de Surveillance, qui doit pourvoir immédiatement à leur remplacement.

#### **Article 5 : Présidence des commissions**

Les six membres désignés par le Conseil de Surveillance élisent en leur sein, à la majorité absolue, le Président de chaque commission. En cas de partage égal des voix, le candidat le plus âgé est élu.

Le Président organise et dirige les travaux de la commission. Il veille à l'existence du quorum nécessaire à la validation des délibérations de la commission.

Le Président dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix, exception faite lors de la présence du Maire de la Commune (ou son représentant) sur laquelle sont situés les logements à attribuer.

Chaque Commission fixe la durée des fonctions de son Président, il est rééligible de façon illimitée.

Les six membres désignés par le Conseil de Surveillance ont la faculté de désigner un Vice-président et de fixer la durée de son mandat en cas d'absence du Président.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président et de son Vice-président, chaque commission d'attribution peut désigner, à chaque séance celui des membres présents qui doit présider la séance.

#### **Article 6 : Périodicité des réunions**

Chaque Commission d'attribution des logements se réunit physiquement aussi souvent que nécessaire et au moins tous les deux mois à date et heure fixes au siège social de la société, sauf si aucun congé de locataire n'a été notifié à la société.

#### **Article 7 : Convocation**

Les membres de chaque commission désignés à l'article 3 du présent règlement intérieur sont convoqués aux séances par voie postale, télécopie ou courriel.

Sont indiqués sur la convocation envoyée la date, le lieu et l'ordre du jour de chaque réunion.

#### **Article 8 : Secrétariat des commissions et service instructeur**

Le secrétariat des commissions d'attribution est assuré par la Direction de la Gestion Locative.

Le service instructeur de la Commission est composé du responsable de l'enregistrement des demandes et de l'assistante administrative qui a en charge l'instruction des demandes de logement. Le service instructeur de la Commission a la charge de préparer les dossiers qui devront être présentés en Commissions d'attribution.

## **Article 9 : Délibération des Commissions d'Attribution**

### **Article 9-1 : Quorum**

Chaque commission peut valablement délibérer, dès lors que trois membres de la Commission avec voix délibérative sont présents ou représentés. La représentation d'un membre titulaire de chaque commission d'attribution peut être effectuée par la présence de son suppléant (pas besoin de pouvoir).

### **Article 9-2 : Décisions**

Sauf en cas d'insuffisance du nombre des candidats, les commissions examinent au moins trois demandes pour un même logement à attribuer. Il est fait exception à cette obligation quand elles examinent les candidatures de personnes désignées par le préfet en application du septième alinéa du II de l'article L. 441-2-3 CCH (DALO).

Lorsque les réservataires ne présentent pas trois dossiers, ils doivent notifier par écrit à chaque commission d'attribution l'insuffisance du nombre de candidats à présenter. Les éléments justificatifs de l'insuffisance du nombre de candidatures sont conservés.

Pour chaque candidat, chaque commission d'attribution prend l'une des 5 décisions suivantes :

- **Attribution du logement proposé à un candidat ;**
- **Attribution du logement proposé en classant les candidats par ordre de priorité**, l'attribution du logement étant prononcée au profit du candidat suivant en cas de refus de l'offre faite dans les conditions de l'article R. 441-10 CCH par le ou les candidats classés devant lui ;
- **Attribution du logement proposé à un candidat sous condition suspensive**, lorsqu'une des conditions d'accès à un logement social prévues par le code de la construction et de l'habitation n'est pas remplie par le candidat au moment de l'examen de la demande par la commission d'attribution ce type de décision emporte l'obligation pour le bailleur de signer un bail avec l'attributaire sur le logement objet de l'attribution si la condition est remplie dans le délai fixé par la décision d'attribution ; Ledit délai est laissé à la libre appréciation des commissions.  
Dès lors que le candidat justifie avoir réalisé la condition dans le délai imparti, l'attribution est alors automatique, sans qu'il y ait besoin de soumettre à nouveau le dossier en Commission pour faire constater que la condition a bien été respectée. Il en est de même en cas de non réalisation de la condition. Dans un tel cas, la décision se transforme automatiquement, sans formalité supplémentaire, en non-attribution.
- **Non-attribution au candidat du logement proposé ;**
- **Décision mentionnée au d de l'article R. 441-2-8 CCH** notifiée dans les conditions prévues à l'article L.441-2-2 CCH (Rejet pour irrecevabilité de la demande au regard des conditions législative et réglementaire au logement social.)

Chaque décision d'attribution résulte d'un vote à la majorité simple des personnes présentes ou représentées ayant voix délibérative.

### **Article 9-3 : Procès-verbal**

Après chaque réunion, il est dressé un procès-verbal qui est signé par le Président de la séance et par un autre membre de la Commission d'attribution. Ces procès-verbaux sont conservés par ordre chronologique dans un registre spécial.

### **Article 10 : Compte-rendu de l'activité des Commissions**

Chaque Commission rend compte de son activité, au moins une fois par an, au Conseil de Surveillance de la Société.

### **Article 11 : Confidentialité**

Compte tenu du caractère nominatif des attributions, toutes les personnes appelées à assister aux réunions d'une commission sont tenues à la discrétion à l'égard des informations qui sont portées à leur connaissance.

### **Article 12 : Gratuité des fonctions des membres de chaque commission**

Le mandat de membre de chaque Commission est exercé à titre gratuit.

Seul le remboursement des frais de transport sur justificatifs ou le versement d'une indemnité forfaitaire de déplacement peuvent être décidés par le Conseil de Surveillance et alloués exclusivement aux membres des commissions ayant la qualité de Membre du Conseil de Surveillance, à l'exclusion de tous salariés de la Société.

### **Article 13 : Cas d'urgence**

En cas de relogement d'urgence (incendie, explosion et catastrophe naturelle), le Président de la commission d'attribution pourra décider à titre exceptionnel une attribution qui sera confirmée ultérieurement par la commission compétente.